Économie canadienne

opinion sur ce programme, deux sur trois ont approuvé les efforts du gouvernement pour mettre fin à la montée du coût de la vie.

Le sondage a révélé également des réactions intéressantes du public à qui l'on a demandé quelle était la cause principale de l'inflation au Canada. Par exemple, 28 p. 100 des personnes interrogées étaient d'avis que les revendications salariales étaient la principale cause de l'inflation; 24 p. 100 ont dénoncé les conditions économiques mondiales, et notamment la hausse des coûts de l'énergie. Environ 13 p. 100 étaient d'avis que l'inflation était attribuable aux dépenses publiques des divers niveaux de gouvernement et 10 p. 100 seulement estimaient que les bénéfices pouvaient en être la cause.

La diversité des réponses à une série de questions sur les objectifs du programme est assez intéressante. Par exemple, 84 p. 100 des Canadiens sont d'accord que, et je cite la question «dans l'intérêt du pays, tous les Canadiens devraient contribuer au succès des contrôles du gouvernement sur les salaires et les prix». Un plus grand nombre, 86 p. 100, se sont dits prêts à accepter les contrôles et à tâcher de faire en sorte qu'ils réussissent. Par ailleurs, un pourcentage moindre, à peu près la moitié ou 47 p. 100, estime qu'assez de Canadiens appuieront les contrôles pour en assurer le succès. Ce sont là des chiffres révélateurs qui montrent que, si un grand nombre de Canadiens sont prêts à accepter les contrôles, ils n'en pensent pas moins que leurs voisins, que d'autres ne seront pas prêts à coopérer. En fait, lorsqu'à la suite des sondages d'opinions à la recherche d'un consensus, le printemps dernier, mes collègues ont pris connaissance de ces sentiments, ils ont décidé d'établir ce programme.

M. Stanfield: Voilà donc son origine?

M. Macdonald (Rosedale): Le sondage indiquant 61 p. 100 en faveur du programme est corroboré par 62 p. 100 dans le même sens du sondage Gallup. L'enquête française de *La Presse* a indiqué un appui à 56 p. 100. J'entends rire le chef de l'opposition (M. Stanfield). Lorsqu'il ne s'opposera plus aux contrôles, on peut s'attendre à ce que la majorité des Canadiens soient en leur faveur.

On peut se demander jusqu'à quel point pourraient s'étendre les contrôles aux termes du bill C-73 adopté par la Chambre. De nombreuses instances ont été formulées, une fois le Livre blanc et le bill rendus publics, pour que certains secteurs de l'économie soient visés par le programme de contrôles, pour des raisons d'importance stratégique. Le gouvernement s'est préoccupé d'imposer une réglementation sélective au lieu de réglementer tous les aspects de l'économie, comme d'autres le proposaient. Nous avons voulu que cette réglementation sélective en vue de contrôler les principaux secteurs qui, sinon, auraient eu des incidences néfastes sur la collectivité.

● (2040)

Nous en concluons, cependant, que le gouverneur en conseil devrait, aux termes du bill C-73, une fois qu'il aura reçu la sanction royale, instruire la Commission de lutte contre l'inflation d'étudier la situation dans les industries suivantes: le camionnage, la construction—et il s'agit ici, bien sûr, des entreprises comptant moins de 20 employés—la marine marchande sur la côte ouest du Canada, les Grands lacs et le Saint-Laurent, le débardage, et la manu-

[M. Macdonald (Rosedale).]

ture des grains. Elle pourrait, à la suite de cette étude, recommander, s'il y a lieu, de faire des désignations en vertu de l'article 12(2) du bill C-73 et, le cas échéant, de quelle façon et dans quelle mesure, pour prévoir le cas, par exemple, des négociations collectives actuelles dans ces industries.

Si la Commission de lutte contre l'inflation fait une recommandation positive dans le cas de l'une ou de l'ensemble des industries précitées et si le gouverneur en conseil décide de désigner certaines ou l'ensemble de ces industries, la désignation prendra effet à compter d'aujourd'hui et s'appliquera tant aux prix qu'aux rémunérations.

Nous sommes maintenant engagés dans ce programme de lutte contre l'inflation, étant arrivés à la fin de la première phase, la recherche de l'appui parlementaire. J'espère que le bill obtiendra l'appui du Sénat d'ici quelques jours et que nous pourrons alors obtenir la sanction royale, après quoi nous passerons à l'étape où la Commission de lutte contre l'inflation et le directeur pourront mettre en œuvre les désirs du Parlement exprimés dans le bill.

Je pense que nous pouvons déjà tirer une leçon de la réaction révélée par les sondages d'opinion: le public appuie fortement ce genre de programme. Ayant ainsi rallié l'appui de la population, je pense qu'il importe que non seulement le gouvernement mais aussi, en fait, tous les partis accordent leur appui à cette mesure qui vise à juguler l'inflation au Canada.

On peut en effet émettre des critiques à l'égard de certains points particuliers du programme, et l'on peut effectivement trouver à redire à la façon dont soit le gouvernement soit les personnes nommées dans le cadre du programme pourront l'appliquer. Je pense toutefois que l'on devra admettre, et j'espère que tous le feront, qu'aucun d'entre nous à la Chambre ni dans le pays n'y gagnera à laisser l'inflation suivre son cours. C'est dans cet esprit que nous pourrons, j'espère, réussir à diminuer le taux d'inflation au Canada et en arriver au point, ce que tout le monde désire sans doute à la Chambre, où l'inflation cessera d'être l'un des principaux problèmes économiques qui nous affligent. Je vous remercie.

[Français]

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur le président, j'ai écouté attentivement l'honorable ministre des Finances (M. Macdonald) qui a saisi l'occasion qui lui était offerte ce soir pour nous dire encore toutes les espérances qu'il a fondées sur son bill anti-inflation. Quant à moi, je souhaite que ces espérances demeurent, depuis que le gouvernement a annoncé cette politique, il y a un mois. Cependant, je suis convaincu que ces espérances disparaîtront, hélas! trop vite, alors que l'inflation continuera malheureusement à s'accroître.

Je ne voudrais pas ce soir traiter de différents problèmes en particulier, pour démontrer qu'il n'y a qu'un secteur de notre économie qui va mal. Nous pourrions, par exemple, traiter des conditions économiques qui existent dans le domaine de la chaussure, particulièrement dans ma région des Cantons de l'Est, où actuellement, plus de 75 p. 100 de l'industrie de la chaussure est forcée de fermer ses portes. Tous les jours, des gens qui ont 30 ou 40 ans d'expérience doivent être congédiés parce que des usines d'Acton Vale, de Granby ou de ma région sont obligées de fermer leurs portes ou de renvoyer 75 ou 80 p. 100 de leur effectif.